



## CLUB CONVAINCRE DU RHONE

### Forum du Club Convaincre du 16 Février 2026 animé par Dominique BOLLIET

#### L'éducation confrontée à de rudes défis

*L'École de la République est fille des Lumières. Gratuite, laïque et soucieuse de l'égalité des chances, elle se veut un lieu préservé des turbulences de la société, puisque vouée à éclairer et à émanciper les hommes. Au-delà des enjeux d'efficacité et de justice inhérents à sa mission, la voilà confrontée à de nouveaux défis qui ouvrent une nouvelle page de son histoire.*

*Les défis structurels sont permanents : comment rendre l'école plus juste, plus hospitalière, plus efficace ?*

*Les nouveaux défis, la mobilisation du travail enseignant, l'épreuve de la post-vérité et le défi du vivant, sont bien plus déstabilisants.*

*Comment l'école pourra-t-elle remplir simultanément ses trois fonctions essentielles :*

- *Cultiver l'esprit critique par la transmission éclairée des savoirs et de la culture,*
- *Former le citoyen et socialiser les nouvelles générations dans un cadre égalitaire et fraternel,*
- *Insérer les individus dans le monde du travail.*

\*\*\*

Je vais vous parler en mobilisant mon expérience de professeur de sciences économiques et sociales et d'acteur de la formation initiale et continue de professeurs. L'École de la République, fille des Lumières, soucieuse de l'égalité des chances, vouée à éclairer et à émanciper les personnes, se veut un lieu préservé des turbulences de la société. Au-delà des enjeux d'efficacité et de justice inhérents à sa mission, la voilà confrontée à de nouveaux défis qui ouvrent une nouvelle page de son histoire.

**Je distinguerai les défis structurels et les nouveaux défis.**

**Les premiers sont permanents car ils traduisent des finalités de l'école qui ne vont pas de soi alors qu'elles sont inscrites au cœur même du projet républicain ; comment rendre l'école plus juste, plus hospitalière, plus efficace ?**

**Les nouveaux défis** sont plus déstabilisants, ils transforment le rapport à la culture et à la vérité, aux temps de l'existence et à l'espace, aux autres, à la nature, au travail. **J'en vois trois principaux, la mobilisation du travail enseignant, l'épreuve de la post-vérité et le défi du vivant.**

Comprendre ces défis passe d'abord par l'explicitation des finalités de l'école de la République.

## 1 - La transformation des finalités de l'éducation

Former des citoyens éclairés, des adultes épanouis, des humains solidaires, des professionnels adaptés au monde qui vient... les objectifs de l'école s'accumulent, leur cohérence ne va pas de soi. Education (nationale), instruction (publique), enseignement, Ecole publique (ou privée sous contrat), les termes mêmes posent question.

### 1-1 - Former l'esprit critique : les Lumières

« *Sapere aude ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement !* » Par cette devise, Emmanuel Kant incitait chaque humain à d'abord penser par soi-même, à s'arracher aux opinions toutes faites et aux dogmes pour les interroger et les mettre à l'épreuve de la raison. L'esprit critique n'accepte aucune thèse avant de l'avoir soumise au principe d'examen de ses démarches et de ses affirmations afin de tester leur justesse.

### 1-2 - Former le citoyen : la Révolution

Croyant dans la perfectibilité de l'homme, Condorcet rappelle la nécessité d'une instruction publique gratuite, convaincu que « *même sous une constitution libre, un peuple ignorant est esclave* ».

Comment faire de l'école un outil de formation d'individus capables d'exercer leur citoyenneté, de choisir leurs représentants en évitant de remplacer le catéchisme de l'Ancien régime par un autre ? Dans son rapport sur l'instruction publique, présenté le 20 avril 1792, il donne corps au principe posé par la Constitution de 1791 d'une *instruction publique, gratuite et commune à tous les citoyens*, nécessaire pour fonder la liberté.

C'est l'accès de tous à la connaissance la plus haute qui institue la citoyenneté et fonde l'égalité.

Cette vision de Condorcet, expression la plus achevée de la philosophie des Lumières et de l'esprit révolutionnaire en matière scolaire, va inspirer les républicains du XIX<sup>e</sup> siècle : service public de l'éducation, égalité d'accès et laïcité de l'enseignement, modernisation des méthodes pédagogiques et des contenus.

Enfin j'insisterai sur la condition indispensable que pose Condorcet : l'indépendance de l'École républicaine face au pouvoir politique. En effet, l'instruction a une portée épistémologique (permettre le progrès des Sciences en instruisant le plus grand

nombre), une portée civique (constituer une opinion démocratique éclairée) mais aussi éthique (rendre chacun autonome et ouvert à l'amour de l'humanité). Ces responsabilités de l'École échappent au pouvoir exécutif : les gouvernants devraient donc refuser de décider les contenus des savoirs à enseigner.

### 1-3 - Émanciper les enfants des croyances religieuses : la IIIème République

Un siècle plus tard, ces idées sont mises en œuvre par Jules Ferry et Ferdinand Buisson. L'enjeu est de libérer les individus de l'emprise de l'Église. L'émancipation des individus passe par l'acquisition de compétences de base - lire, écrire, compter - et une éducation aux valeurs républicaines, vouée à remplacer le catéchisme.

L'école de la république constitue *une machine à instruire et à éduquer, à former des citoyens et à assurer l'intégration des plus défavorisés, Français ou immigrés*. Force est de constater que, pour l'essentiel, le système a fonctionné et répondu à son objet. L'acquisition du diplôme demeurait un élément de promotion sociale, sous la forme canalisée de « l'élitisme républicain ». Conservatrice, reposant sur une conception restreinte de l'égalité des chances, **limitée au premier degré**, cette organisation de l'école est remise en cause par l'aile gauche de la république, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### 1-4 - Assurer le développement de chaque personne : l'éducation nouvelle

Au début du 20e siècle, sous l'impulsion du mouvement pour l'éducation nouvelle, penser par soi-même devient une part indispensable du développement personnel. De nouvelles manières d'enseigner, respectueuses des besoins de l'enfant, encouragent résolument son autonomie.

Le ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay résume ainsi l'esprit des instructions du 30 septembre 1938 à propos des programmes de l'enseignement du second degré : « *Ces instructions reflètent à chaque page la tradition constante de notre culture, en particulier de notre culture secondaire : former le caractère par la discipline de l'esprit et le développement des vertus intellectuelles ; apprendre à bien conduire sa raison, en élèves de ces héritiers français du message socratique, Montaigne et Descartes ; à garder toujours éveillé l'esprit critique ; à démêler le vrai du faux ; à douter sainement ; à observer ; à comprendre autant qu'à connaître ; à librement épanouir sa personnalité.* » Nous sommes ici au cœur de la tradition républicaine française, qui cherche à la fois à unir les citoyens autour des valeurs de 1789 et à favoriser l'autonomie intellectuelle et la liberté d'appréciation de chacun.

### 1-5 - Unification de l'école et volonté d'égaliser les chances : la massification du second degré

Il revient à la commission Langevin-Wallon, en 1947, de synthétiser ces aspirations par la proposition de « l'école unique » avec une orientation progressive, à la place de

la sélection à l'entrée en sixième. Il n'y aura plus deux écoles mais une école à plusieurs étages.

**La loi d'orientation sur l'éducation de juillet 89** propose un remodelage de l'architecture du système éducatif et de son fonctionnement. Par ses deux mots d'ordre principaux, “ placer l'élève au centre du système éducatif ”, et “ généraliser l'accès à la qualification d'ici dix ans ” (100% d'une classe d'âge au niveau V, dont 80% au niveau IV), elle vise à la fois à développer et diversifier l'offre scolaire. Il s'agit bien de rechercher un nouvel équilibre entre unification des objectifs et différenciation des parcours.

## 2 - les défis permanents de tout projet national d'éducation

### 2-1 - Rendre l'école plus juste : démocratisation ou massification du second degré ?

Il n'a pas suffi d'instaurer le collège unique par la loi du 11 juillet 1975 pour assurer l'égalité réelle des chances.

#### 1981 - Démarche de projet et éducation prioritaire

L'arrivée de la gauche au pouvoir est marquée par la volonté de réduire les inégalités scolaires en instituant l'éducation prioritaire, fondée sur l'idée qu'il faut donner plus à ceux qui sont moins. La communauté éducative associant, parents, personnels et acteurs locaux est appelée à se mobiliser sur la base du projet d'établissement. La formation continue des personnels est développée.

#### Les diplômes, nécessaires mais de moins en moins suffisants

Dès 1995, 273 000 jeunes (40 % des sortants) ont quitté la formation initiale en étant titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur dont 138 000 avec un bac + 3 ou plus. En 1977, ils n'étaient que 123 000 et 53 000.

**Cela n'empêche pas la progression du sentiment que « l'ascenseur social est bloqué ». La mobilité ascendante reste forte, mais on descend plus souvent.**

Une partie des couches moyennes, issues de milieux modestes voient leurs descendants peiner à rééditer les mêmes parcours alors qu'ils sont plus diplômés qu'eux.

Pour contrer cela, **les familles ont recours à la stratégie de « l'inflation des diplômes ». Les familles adoptent de plus en plus une attitude consumériste vis-à-vis de l'école.** Facilite-t-elle ou non l'accès à un emploi, si possible bien rémunéré ? **On assiste à la hausse de l'intérêt pour les écoles privées.** En France, 1 élève sur 5 en moyenne est scolarisé dans un établissement privé sous contrat. Un phénomène qui accentue la non-mixité à l'école et qui bénéficie d'un financement public à hauteur de 73%.

Comme la publication des indices de position sociale (IPS) l'a révélé, 42 % des élèves du secteur privé sous contrat (à 96 % catholiques) étaient issus d'un milieu social très favorisé, contre 20 % dans le public à la rentrée 2023.

### **Le mérite est-il encore un idéal démocratique ?**

Face à la question cruciale - comment répartir les « places » ? -, nous avons, depuis la Révolution, mis en avant le mérite mesuré par l'école. Les analyses critiques du mérite scolaire se sont multipliées.

La méritocratie s'avère socialement corrosive, elle forge à la fois l'arrogance et la condescendance des plus instruits et l'humiliation et le ressentiment des moins instruits.

**La question de fond, comment prétendre mériter son mérite ?** « *Ce contre quoi je m'élève, c'est une notion enflée de ce que nous méritons. Lorsque nous réussissons grâce à l'exercice de nos talents, nous devons nous souvenir que ces talents sont des dons, nous avons une dette.* » Comme le souligne Michael Sandel dans « la tyrannie du mérite », la société serait plus bienveillante si on réalisait le poids du hasard ou de ce que l'on ne contrôle pas dans ce qui nous arrive, on serait plus solidaire avec ceux qui ont eu moins de chance... la justice passe plus par l'égalité à l'école et dans la vie que par l'improbable égalité des chances...

### **Former le citoyen et socialiser les nouvelles générations dans un cadre égalitaire et fraternel**

L'école étant le socle de la cohésion nationale et du vouloir vivre-ensemble, il est impératif qu'elle garantisse la mixité au sein de ses établissements et de ses classes, et sous toutes ses formes (genre, niveau scolaire, origine sociale et ethnique, rapport à la religion, etc.), notamment par une action résolue sur les périmètres scolaires.

### **2-2 - Rendre l'école plus hospitalière**

Rendre l'école plus hospitalière est le deuxième défi structurel. L'hospitalité ne se réduit pas à l'accueil, elle se manifeste par la place réellement faite à autrui.

**L'école doit être un lieu de vie aussi bien que d'étude.** L'élève doit pouvoir se dire « cette école, c'est la mienne ».

**La classe est ce lieu original où l'on s'instruit en se socialisant.** L'enfant, devenu élève, y est confronté à une double altérité : celle de ses pairs et celle de la culture. Cultiver le désir et le plaisir d'apprendre ensemble, passe par des modes coopératifs et une ritualité scolaire rénovée.

### **Le sens de l'expérience scolaire ne va plus de soi**

Il ne s'impose plus car les finalités de l'école se sont diversifiées et sont largement contradictoires, intégration sociale, utilité sociale (la formation, un investissement) et développement de la personnalité. Du point de vue des élèves, se pose la question du sens de l'école.

**Quel sens donner au travail scolaire, pour quoi travailler ? Trois registres de motivation correspondent aux trois grandes finalités de l'école.**

Il est clair, que s'impose une dimension de l'utilité. L'école distribue des diplômes plus ou moins prestigieux et utiles.

Le deuxième type de motivation tient au degré d'adhésion des élèves à la culture scolaire. Dans bien des cas, la culture juvénile peut se définir contre la culture scolaire. Enfin, les élèves peuvent travailler par intérêt intellectuel, par vocation... Ils étudient parce que les connaissances scolaires participent de la formation de soi, parce qu'elles rendent plus autonome et « plus grand ».

**Mais la culture scolaire n'est plus la seule culture disponible.**

### **Concurrence ou complémentarité entre famille et école ?**

Jusque dans les années 1960, l'institution scolaire est puissante, forte, respectée. Les parents délèguent leurs enfants à l'autorité scolaire pour que ceux-ci acquièrent les connaissances fondamentales qui leur permettront de se hisser dans l'échelle sociale. Aujourd'hui, certains parents contestent les méthodes pédagogiques et sont hypertendus sur les notes.

### **Projet d'établissement et compromis locaux**

L'école est entrée dans un univers à justification multiple. Il faut donc décentraliser le travail d'accord, et fait fonctionner le système à partir de compromis locaux. Le bien-être des élèves passe par l'articulation des temps scolaire, périscolaire et extrascolaire. Depuis des décennies, experts et chronobiologistes alertent sur la nécessité d'une semaine d'école étalée sur cinq jours pour respecter le rythme d'apprentissage et le bien-être des enfants. Or, les spécificités locales ont un impact. Dans les zones rurales ou de montagne, la durée des transports scolaires peut considérablement alourdir la journée d'un élève dès l'école primaire.

Maillon essentiel, la qualité des activités périscolaires fluctue selon les volontés politiques des municipalités. Le fonds de soutien au développement des activités périscolaires, instauré en 2013 pour accompagner les communes choisissant l'organisation en quatre jours et demi, a été supprimé à la rentrée 2025.

### **La question des élèves à besoins particuliers**

Depuis 20 ans l'école affirme son devoir d'intégration des enfants en situation de handicap. Elle a beaucoup progressé mais, en septembre 2025, 48 726 enfants étaient en attente d'un accompagnant d'élève en situation de handicap (AESH), sur les 352 102 élèves qui y ont droit.

**Si on admet le principe que toute société est stratifiée, il n'en reste pas moins que les inégalités sociales dues à la naissance ne sont pas irréductibles.**

L'expérience des trente dernières années montre que l'élimination de l'orientation précoce, l'unification des systèmes d'enseignement, au moins jusqu'à un certain niveau du cursus scolaire, ainsi que certaines réformes pédagogiques peuvent agir dans le sens d'une atténuation des inégalités.

## 2-3 - Rendre l'école plus efficace

Les enquêtes internationales convergent pour souligner la dégradation des résultats des écoliers français depuis la moitié des années 2000.

Avec un score de 485 points en mathématiques lors de la [dernière enquête TIMSS](#), les élèves français de CM1 se situent bien en deçà de la moyenne européenne (527 points) et de la moyenne des pays de l'OCDE (529 points). Le niveau des élèves de quatrième s'effondre avec une baisse de 47 points en deux décennies.

Il faut ajouter à ce constat les 100 000 jeunes qui quittent notre école sans diplôme ni qualification.

**La Cour des comptes fait le constat d'un « système éducatif en situation d'échec »**  
**Le rapport publié le 20 mai 2025 dresse un constat sévère sur l'école primaire.** « *Les résultats obtenus restent très décevants, ne permettant de remplir les objectifs ambitieux fixés à cette politique, notamment en matière d'égalité des chances ou de mixité sociale* ».

Se fondant sur les enquêtes internationales, les magistrats dénoncent un niveau « inacceptable » des élèves et une « incapacité » de l'action publique à résorber les écarts de niveau à l'entrée à l'école élémentaire. « *Le système actuel (...) semble même les aggraver au fil de la scolarité* ». Le système éducatif français se distingue par le poids de l'origine sociale sur les résultats scolaires, ainsi que par les écarts entre les filles et les garçons.

### Les adultes deviennent-ils moins intelligents ?

Une enquête OCDE ([oecd.org/content/dam/](http://oecd.org/content/dam/)), réalisée une fois par décennie révèle que les compétences globales en lecture, en écriture et en calcul ont baissé au cours de la dernière décennie.

Environ un cinquième des personnes âgées de 16 à 65 ans n'obtiennent pas de meilleurs résultats aux tests de mathématiques et de lecture que ceux auxquels on s'attendrait d'un élève qui termine ses études primaires. Pire encore, **les adultes de nombreux pays ont vu leur niveau d'alphabétisation diminuer au cours des dix dernières années**.

L'« Enquête sur les compétences des adultes » de l'OCDE fait passer à 160 000 adultes dans 31 pays de courts tests de calculs, de lecture et de résolution de problèmes.

**Quelques pays se distinguent** en termes de performances en matière de compétences. **La Finlande, le Japon, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède** excellent dans ces trois domaines de compétences, surpassant tous les autres pays et économies. À l'autre extrémité du spectre, 11 pays, dont la France, ont obtenu des résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE. Il est alarmant de constater que dans tous les pays et économies étudiés, près de 20 % des adultes sont considérés comme peu performants dans tous les domaines de compétences.

**Pendant une grande partie du XXe siècle, on a observé une augmentation constante des scores de QI** (notamment aux tests des 3 jours), dans un phénomène appelé « effet

**Flynn** ». Plus récemment, la tendance dans certains pays a été à la stagnation ou au déclin. L'OCDE suppose que de nombreux adultes s'entraînent désormais beaucoup moins qu'avant à lire des textes longs et complexes.

### **L'école Macron/Blanquer soumise à l'ordre néolibéral**

Depuis 2017, il s'agit de transformer les finalités même de l'école : renoncer aux savoirs comme vecteurs de l'émancipation intellectuelle et sociale pour leur préférer le développement de compétences socio-comportementales. A travers Parcoursup, il s'agit de convaincre l'élève-usager d'accepter l'apparence d'une vie participative et la croyance d'une responsabilité personnelle de son développement.

Cette logique individuelle opère la généralisation d'un transfert de l'action publique vers l'entreprise privée. Cherchant à investir dans la réussite sociale de leurs enfants, les familles vont consacrer une part de plus en plus importante de leur budget à l'éducation : scolarité en école privée y compris pour le supérieur, cours particuliers... Avec, en arrière-plan, le fantasme d'une intelligence artificielle qui, analysant les données de l'apprentissage, serait capable de produire des réponses aux besoins individuels de chacun. Jean-Michel Blanquer n'a cessé d'affirmer son credo d'une pédagogie éprouvée par les sciences cognitives et facilitée par les usages numériques. Nos difficultés structurelles se résoudraient par une capacité technologique qui démocratiserait la réussite scolaire par une individualisation de l'enseignement fondée sur la collecte des données. L'enseignant devient dans une telle évolution, un opérateur appliquant des protocoles et des consignes, ce qui permet de relativiser les exigences de sa formation et de sa rémunération.

**Le système fonctionne à l'envers : avant, on évaluait pour vérifier que l'élève avait consolidé ses apprentissages. À présent, on apprend pour préparer les évaluations.** Or l'école doit être un lieu où se construisent les bases d'un nombre limité d'apprentissages, qui donnent aux élèves l'envie et les moyens d'approfondir encore, plutôt que de survoler trop de sujets disparates.

**Former des citoyens éclairés et attentifs aux autres, certes, mais aussi des professionnels.** Nous attendons évidemment de l'école qu'elle forme chaque jeune en vue de son insertion professionnelle. Mais, face à nos difficultés à prévoir les métiers de demain, l'école devrait désormais éviter de spécialiser les élèves trop tôt, éléver le niveau général, développer l'autonomie intellectuelle, la créativité et les compétences numériques.

Une insertion professionnelle réussie passe aussi par une culture, une première expérience, une ouverture aux autres, une capacité à coopérer, fondatrices d'une formation tout au long de la vie ouverte.

**Deux économistes de la direction générale du Trésor, Vincent Barde et Blaise Leclair, rappellent dans une note publiée en décembre 2025 que le développement du capital humain aurait contribué aux trois quarts des gains de productivité, constatés en France entre 1971 et 2018.** Sur cette période, la scolarisation des enfants dès 3 ans

est passée de 60 % environ à près de 100 %. Dans le même temps, le taux de réussite au baccalauréat a augmenté, ainsi que l'accès aux études supérieures.

Le tournant du siècle marque une inflexion. Les gains de productivité sont passés de plus de 4 % par an dans les années 1970 à moins de 1 % dans les années 2010. Plus de la moitié de ce recul peut s'expliquer par l'éducation, selon les deux économistes : **la part des diplômés du secondaire et du supérieur dans la population active a en effet ralenti. Et le niveau baisse, comme en attestent les enquêtes type PISA ou Timss**, plus encore en France que dans le reste de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En 2022, le score moyen de la France a baissé de 37 points en mathématiques, de 24 points en culture scientifique et de 22 points en compréhension de l'écrit par rapport à 2003. Au sein de l'OCDE, ces chiffres sont respectivement de 21 points, 15 points et 20 points. Si la France recollait au peloton dans ces trois disciplines, elle pourrait regagner 2,7 points de productivité à moyen terme. « *Inverser la tendance en matière de performance éducative serait une source de croissance de long terme pour l'économie française* », affirment Vincent Barde et Blaise Leclair.

### 3 - Les défis émergents depuis une vingtaine d'années.

#### 3-1 - Enseignant : un métier mis à mal

##### **Massification de l'éducation et dévalorisation du métier**

Les enseignants, en France, ont vu s'affaiblir leur statut social. C'était un métier de notable. La population a globalement élevé son niveau général, pendant que les enseignants voyaient le leur au mieux stagner.

##### **Le niveau de vie des enseignants inférieur à celui des autres cadres de la FPE**

C'est ce que révèle une note d'information que vient de publier la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du MEN qui porte sur les conditions de vie familiale des enseignantes et des enseignants. Il s'avère que « *leur niveau de vie est globalement inférieur à celui des autres cadres de la Fonction Publique d'Etat.* »

Ainsi, révèle la note, « *les enseignants ont un salaire en moyenne moins élevé que celui des autres catégories A : « quatre sur dix touchent entre 25 000 et 34 000 euros net annuel, contre deux sur dix des autres cadres de la FPE. Parmi ces derniers, la moitié touche plus de 34 000 euros contre un tiers des enseignants.* »

Si le salaire occupe une place centrale dans la dévalorisation du métier, c'est aussi symboliquement en raison de la valeur qu'il est censé accorder au métier. Les enquêtes sur la reconnaissance des enseignants en France confirment que ces derniers se sentent peu considérés comparativement à leurs homologues en Europe, mais aussi par la société et l'institution.

La perte de prestige de la fonction nourrit une crise de légitimité de la profession, plus sensible dans le second degré. Depuis une dizaine d'années, les démissions

d'enseignants progressent, particulièrement du côté des personnes débutant dans le métier.

### **Un métier solitaire**

En France, le métier d'enseignant s'exerce globalement de manière isolée, contrairement à d'autres pays où l'exercice du métier est beaucoup plus collectif.

### **Un manque de formation continue**

D'autant plus que la formation initiale a été désorganisée (cinq réformes en 15 ans), et la formation continue reste en jachère. Le contraste est frappant avec des pays comme la Finlande ou Singapour, où les enseignants sont mieux formés et accompagnés tout au long de leur carrière. Cette insuffisance dans le développement professionnel continu limite leur capacité à s'adapter aux nouvelles exigences pédagogiques et sociétales. Il est vital d'investir dans la formation des enseignants pour améliorer le système éducatif dans son ensemble.

### **Un métier à risque**

Le métier d'enseignant est aujourd'hui de plus en plus perçu comme un métier à risque. Les enseignants ont été confrontés à la tragédie de l'assassinat de Dominique Bernard, qui a fait écho à celui de Samuel Paty, sur fond d'**attaques croissantes contre la laïcité**, de diffusion de **fake news** et de défis posés par la transition écologique, qui **augmentent l'éco-anxiété chez les élèves**.

Selon les derniers baromètres, la santé mentale des élèves et des enseignants est en péril : un élève sur quatre est en situation de stress et d'anxiété ; 50 % des enseignants en situation d'épuisement émotionnel fort.

## **Valoriser le récit positif autour de l'éducation**

### **L'enseignement reste une vocation noble et vitale**

Les enjeux du dérèglement climatique, la montée des populismes, l'attaque du modèle démocratique, accroissent le besoin d'éducation. Plus il y a des failles de civilisation, des risques d'effondrement, et plus on a besoin de prendre conscience, d'être éduqué, d'avoir une capacité de raisonnement, une capacité de discernement, une capacité de prise d'initiative, de construction avec les autres.

### **Une vision à long terme des politiques éducatives**

La fréquence des réformes éducatives perturbe le travail des enseignants. La Finlande démontre l'efficacité d'une feuille de route stable et suivie sur le long terme, qui valorise fortement le métier afin de permettre une véritable transformation du système éducatif.

Les Finlandais sont parvenus à faire évoluer leur modèle éducatif parce qu'ils se sont mis d'accord dans une forme d'union nationale. Et pendant dix ans, ils ont suivi leur feuille de route. **L'éducation, c'est du temps long.**

## **La nécessité d'investir**

**En matière budgétaire, le principal indicateur attestant de la volonté d'investissement d'un pays dans son système éducatif est le taux d'encadrement.** Ainsi, pour les pays de l'OCDE, en moyenne, le taux d'encadrement est de 13 élèves par enseignant aussi bien en collège qu'en lycée. Pour les pays de l'Union européenne, ce taux moyen est de 11 élèves par enseignant en collège.

Où se situe la France par rapport à cette moyenne ? En 2025, le taux d'encadrement était de 15 élèves par enseignant au collège. Aussi, du côté des collèges, pour les enseignants et leurs syndicats, l'urgence française est de rejoindre la moyenne des pays qui investissent dans leur système éducatif. Il faudrait pour cela baisser le taux d'encadrement de 2 points pour rejoindre la moyenne de l'OCDE et de 4 points pour rejoindre la moyenne de l'Union européenne. Rapporté aux 3 359 900 collégiens, cela équivaut à un recrutement de 34 460 enseignants en collège si la volonté est de rejoindre la moyenne de l'OCDE et de 81 450 si elle est de rejoindre la moyenne de l'Union européenne. Aussi, du point de vue des professionnels de l'éducation, le compte n'est pas bon. Si la France voulait offrir les mêmes conditions d'enseignement à ses collégiens que celles des voisins européens, il faudrait créer des postes et non en supprimer. Cela éviterait les classes surchargées, qui sont la signature du système éducatif français.

**Les systèmes les plus égalitaires sont ceux qui ont fait le choix d'un financement per capita : un taux d'encadrement unique pour tous les établissements scolaires. Les moyens obtenus sont exactement proportionnels au nombre d'élèves, avec des modulations s'opérant en faveur des établissements scolarisant des élèves défavorisés (possibilités de dotation complémentaire selon l'IPS).**

## **3-2 - L'épreuve de la post-vérité**

**Une nouvelle menace est apparue : la post-vérité. C'est un mal sournois qui se plaît à mimer l'art de raisonner, qui subvertit les compétences cognitives et menace l'école dans sa tâche de transmission.**

Ce phénomène résulte de la conjonction de la tendance à surestimer nos compétences dans les domaines que l'on maîtrise le moins, et de la capacité sans précédent à échanger et à communiquer avec l'arrivée d'internet et des réseaux sociaux.

La post-vérité nous invite à réfléchir sur les contenus d'enseignement et à revisiter l'art d'enseigner.

## **2015 : l'esprit critique redevient prioritaire**

Les attentats de 2015, la diffusion massive en ligne d'infox à visée de manipulation politique, et la montée des opinions conspirationnistes ont provoqué une réaction salutaire.

**Depuis la rentrée 2015, l'apprentissage de l'esprit critique a gagné en importance.** La « grande mobilisation pour les valeurs de la République », lancée au début de l'année 2015 après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, a conduit à relancer la réflexion sur l'esprit critique. Cette réflexion s'est inscrite dans le cadre d'une reformulation de la conception de la citoyenneté républicaine, présente dans les programmes, autour des quatre dimensions de la culture morale et civique : la sensibilité, la culture de la règle et du droit, le jugement et l'engagement.

On ne peut faire de l'esprit critique une compétence à part, qu'il serait simple d'évaluer. On peut aussi le définir comme un ensemble d'attitudes qui se traduisent par des pratiques, et qui sont nourries par ces pratiques, la curiosité, la lucidité, la modestie, l'écoute, l'exigence d'autonomie intellectuelle.

**Un fondement est nécessaire pour que ces attitudes permettent une véritable autonomisation intellectuelle des élèves : celui de la distinction entre les faits (que l'on vérifie mais qui s'imposent à nous) et les interprétations (que l'on confronte et que l'on évalue).** L'esprit critique des jeunes fait l'objet d'une attention accrue dans les évaluations internationales : selon l'étude Pisa 2018, seuls 9,2 % des élèves français de 15 ans seraient capables de distinguer un fait d'une opinion, soit légèrement plus que la moyenne de l'OCDE (8,7 %).

### **Les intelligences artificielles : menace ou chance ?**

Confrontés à l'irruption de l'IA dans les sociétés, les responsables des systèmes éducatifs et les enseignants estiment que **certaines IA leur fournissent des moyens pour concevoir et mettre en œuvre des activités pédagogiques** qu'ils jugent bénéfiques pour eux-mêmes et pour leurs élèves.

Mais comment appliquer le même raisonnement aux élèves qui recourent aux IA génératives pour produire leur travail d'élève, c'est-à-dire, pour leur en faire produire une partie importante à leur place, se privant alors d'une expérience essentielle d'apprentissage en autonomie, mais aussi, et plus gravement, de la confrontation aux sources authentiques des savoirs.

Il ne s'agit pas ici d'interdire aux élèves l'usage des IA génératives. C'est évidemment impossible.

D'où l'idée d'une nécessaire formation des élèves à des usages éclairés des IA génératives, nourrie de l'espoir qu'elles pourraient alors être exploitées non pas pour « faire à la place » mais pour « aider à faire mieux ».

**Il y a trois erreurs à ne pas commettre : ne pas voir le tsunami social et technologique qui vient ; ne pas s'y préparer en devenant expert sur les outils et vigilant sur l'éthique ; dire qu'on est contre.**

Indissociable du projet de l'école républicaine, la formation de l'esprit critique n'a cessé de s'adapter aux défis de son temps. Elle apparaît aujourd'hui comme un rempart contre certains maux de notre société, telles la place des écrans et du numérique, les rumeurs et les théories conspirationnistes.

« La lettre à tous les professeurs » du ministre de l'éducation, Edouard Geffray, du 26 janvier 2026 désigne un tournant majeur : « pour la première fois, la faculté de conception et de rédaction peut être déléguée à un tiers non humain ». Avec pour corollaire une modification inédite des fondements de l'autorité qui « reposait sur une forme de révérence pour l'institution et l'antériorité du savoir ; or nous devons avoir la lucidité que ces deux fondements sont fragilisés dans l'horizontalité du monde numérique »

### 3-3 - Le défi du vivant

On ne peut plus ignorer les impacts de notre entrée dans l'anthropocène. Relever ce défi passe par le traitement des questions liées à l'habitabilité de notre planète et à notre commune humanité par une mobilisation conjointe de l'ensemble des disciplines scolaires.

L'enquête Timss de 2023 intègre un module sur la sensibilisation des élèves aux enjeux environnementaux en CM1 et en quatrième. Les connaissances environnementales y sont mesurées à partir d'items issus des sciences. Les résultats des élèves de France sont inférieurs aux moyennes OCDE et UE, mais supérieurs à leurs propres scores en sciences. En CM1, 54 % des élèves de France accordent une très forte importance à l'environnement, contre 37 % en quatrième. L'importance accordée à l'environnement par les élèves est corrélée à leurs performances en connaissances environnementales.

#### Donner plus de liberté à l'école et enseigner la nature

Les études s'accumulent depuis plusieurs décennies sur l'impact positif de l'environnement naturel sur notre santé en général, et pour le développement émotionnel et social des enfants et leurs compétences cognitives en particulier (concentration, capacité de coopération, créativité, et réussite scolaire).

La reconnexion à la nature développe la sensibilité vis-à-vis de l'environnement et l'envie de le protéger. A contrario, l'éloignement progressif de la nature, la bétonisation des établissements - qui se sont accélérées et notamment durant les périodes de confinement - induit chez eux un syndrome du « manque de nature », dont une augmentation des troubles psychiatriques (en hausse de 50 % en 2020 en pédiatrie à Paris) et des tentatives de suicide.

Pour répondre à ces différentes problématiques, il est plus que jamais nécessaire d'influer les politiques pour que l'expérience de la nature devienne indissociable de l'éducation du XXIème siècle.

#### Se relier au passé, au présent, à notre commune humanité, à notre planète

Deux enseignements sont appelés à être valorisés.

L'enseignement moral et civique s'organise autour de trois finalités : respecter autrui, acquérir les valeurs de la République et construire une culture civique. Il faut ajouter

à ce programme ambitieux une quatrième finalité : faire acquérir une conscience écologique. L'heure est à l'**écocitoyenneté**.

Par ailleurs, l'éducation artistique est sans doute la meilleure école pour nous aider à repenser notre rapport à l'altérité, à tout ce qui est autre que nous et dont nous dépendons pour vivre. Il s'agit de passer d'une conscience polarisée par le désir de connaître et de dominer à une attitude animée par le souci de l'accueil.

L'éducation artistique nous invite à cultiver l'écoute et l'attention car l'homme n'est pas seulement un être qui analyse et fabrique, il est aussi un sujet qui ressent et reçoit. Il faut aussi penser la formation comme acquisition de postures qui modifient notre présence au monde.

### Conclusion : quelle école voulons-nous ?

**École se dit skholé en grec et schola en latin, ce qui signifie dans les deux cas « loisir ».** On voit par là que l'école était un espace préservé des impératifs de la vie quotidienne, un lieu où on prenait du temps pour réfléchir, méditer et apprendre. Dans notre société fondée sur l'immédiateté et l'accélération des rythmes de travail, l'école devrait être plus que jamais ce lieu privilégié où l'on prend le temps pour réfléchir et apprendre, un espace de décélération dans lequel le temps serait suspendu.

Destinée à « élire » la génération qui vient, elle fait l'objet de tous les espoirs et toutes les exigences. Trop ? **Plus qu'hier, l'école fait l'objet d'injonctions contradictoires.** Nous voudrions qu'elle préserve les enfants du tumulte de la société, mais aussi qu'elle les aide à s'y insérer. Qu'elle les épanouisse tout en les forgeant à l'adversité. **Qu'elle forme des citoyens éclairés. Qu'elle forme aux fondamentaux (lire, écrire, compter), mais aussi au reste (informatique, sexualité, médias...).** **Qu'elle enseigne à penser par soi-même, avec les autres et contre soi.**

Ce surinvestissement résulte de l'empilement de plusieurs philosophies éducatives, au gré des transformations sociales et des politiques scolaires. Que l'on soit parent, enseignant ou simplement citoyen, il devient parfois difficile de s'y retrouver.

**Former des citoyens éclairés, des adultes épanouis, des humains solidaires, des professionnels adaptés au monde qui vient... : les objectifs de l'école s'accumulent, parfois contradictoires.**

**Comment se faire une idée de ce qu'est une bonne école ?** À quoi doit-elle former ? Quelles pédagogies privilégier ? Comment valoriser la diversité des talents ?

Pour ma part, je souhaite que l'école remplisse simultanément trois fonctions essentielles, en respectant l'ordre de priorité suivant :

**1 - cultiver l'esprit critique par la transmission éclairée des savoirs et de la culture,**

- 2 - former le citoyen et socialiser les nouvelles générations dans un cadre égalitaire et fraternel,**
- 3 - insérer les individus dans le monde du travail.**

Je pense que **former l'esprit critique des élèves devrait plus que jamais rester la priorité de l'école française**, en réponse à la déstabilisation géopolitique, à la montée de l'extrême-droite, à la prolifération de thèses complotistes, bref la priorité devrait être de résister à la post-vérité.

Les enseignements devraient être conçus pour introduire aux sciences, à la culture et à l'histoire, et, par là-même, **sensibiliser chaque jeune aux enjeux citoyens tels que la dignité de chaque personne humaine, la justice sociale, l'habitabilité de la planète.**

Quant à la transformation accélérée de l'emploi salarié depuis les années 1980, elle donne toute sa valeur à **la perspective d'un système scolaire fondateur d'une formation tout au long de la vie.**

\*\*\*

### **Le débat**

\*\*\*

*Dominique a bien commencé en parlant de là d'où il vient, l'éducation. Moi je suis un homme du travail. Un point de vue très différent. J'aimerais que Dominique approfondisse la question de l'évaluation. Les outils d'évaluation ne sont-ils pas bons ou est-ce leur place dans l'éducation qui ne l'est pas ?*

Je ne dis pas qu'il ne faut pas évaluer. Le système a été dévoyé en une évaluation continue qui empêche une véritable assimilation des savoirs. Quand j'étais formateur, je distinguais l'évaluation sommative ou certifiante, en fin de cursus, qui permet de vérifier que le niveau de maîtrise des savoirs et des compétences est suffisant, et l'évaluation formative, qui permet en cours d'apprentissage de repérer les difficultés et les obstacles, et d'y remédier. Cette distinction est fondamentale. En ce moment tout est devenu évaluation sommative. C'est bien le cas avec Parcours Sup, les parents mettent la pression sur les professeurs car les notes de contrôle continu sont devenues plus importantes que les notes à l'examen final pour avoir accès à telle ou telle cycle d'enseignement supérieur. Ce qui compte est devenu la note en tant qu'elle mesure des écarts, pas la qualité des apprentissages.

*Existe-t-il des études comparatives entre pays sur les modes d'organisation au sein des établissements.*

Notre culture est particulière du fait que les enseignants sont des fonctionnaires d'Etat. La dynamique d'établissement n'est pas centrale. Alain Savary en 1981 avait lancé les projets d'établissements. Il avait donné à toutes les équipes de professeurs une journée banalisée pour en parler. La dynamique a été relancée par Lionel Jospin en 1989. Elle s'est vite arrêtée du fait des allers et retours de politique éducative.

Je suis partisan qu'une partie du recrutement soit pris en charge par les établissements et ne relève pas du fameux mouvement national. L'Education nationale sait gérer des postes à profil. Il faudrait les multiplier. Attention, le recrutement par établissement ne signifie pas par le chef d'établissement, mais par une équipe de direction élargie. Je rappelle qu'un inspecteur pédagogique suit 600 enseignants, un proviseur peut avoir 200 personnes à évaluer. L'Education Nationale est très sous encadrée, sous managée : il manque des cadres éducatifs intermédiaires par niveau, par matière, dans les établissements. L'enseignement privé fait différemment.

Je rappelle que le Ministère de l'Education Nationale est un employeur faible pour ne pas dire défaillant. L'académie de Lyon compte 2 médecins du travail pour 40000 personnels (alors que la norme est plutôt d'un médecin pour 2000 salariés). Les enseignants ont dû créer une grande mutuelle pour assurer leur santé et leur prévoyance, la MGEN (qui gère y compris des cliniques psychiatriques !). Ils ont dû créer L'Autonome de solidarité pour leur protection juridique, car l'Etat n'assurait pas correctement leur protection civile et pénale dans l'exercice de leurs fonctions.

*J'ai un grand principe philosophique. « Faire et en faisant se faire ». La place du faire dans l'éducation n'est pas seulement une question d'intégration professionnelle. La place du faire n'a jamais été posée et du coup celle de la maximisation de la connaissance par rapport à celle de la compétence n'est pas la bonne.*

Je suis tout à faire d'accord sur la place du faire. Dans notre système, nous avons développé des laboratoires scientifiques dans les collèges et les lycées. Dans toutes les disciplines, l'épreuve du faire existe. Pour le français c'est la rédaction. Pour les sciences économiques et sociales et l'histoire, c'est la dissertation, l'exposé, le dossier commenté, etc.. Et il y a l'éducation civique, juridique et sociale. Mise en place en 1998, vise à organiser des débats dans la classe sur des « questions socialement vives » avec des prises de rôles. Ouf ! il continue de vivre.

Un autre dispositif a disparu, les travaux pratiques encadrés. Ils mobilisaient deux disciplines différentes pendant un semestre (2 heures par semaine + beaucoup de travail de documentation) et mobilisait un travail en petits groupes qui devaient problématiser le sujet choisi, se documenter, construire une réponse (exposé, vidéo, documents) et présenter son travail oralement à un jury. Blanquer a supprimé cet excellent dispositif en 2017, sans aucune évaluation.

La main à la pâte est un dispositif intéressant développé notamment à Vaulx en Velin. Il permet dès le primaire de modifier le rapport à l'apprentissage des sciences en amenant les élèves à construire des réponses précises validées expérimentalement.

*Je pense que le sujet d'organisation et du management devrait remonter dans l'ordre des défis.*

C'est ce que j'ai suggéré dans le défi de la mobilisation du travail enseignant. La loi de 89 avait mis en place une formation d'un an pour les chefs d'établissement ; Cela continue d'exister. Les chefs d'établissement sont devenus un corps, recrutés par concours et bénéficiant d'une formation initiale d'un an, alors qu'auparavant ils étaient retenus sur une liste d'aptitude. C'est devenu une routine, les ministres n'ont pas entretenu la flamme de cette sélection/formation au niveau nécessaire. La formation est un progrès mais il manque un vrai parcours. Par exemple l'expérience de cadres intermédiaire qui manque à ce jour.

*Dans mon école professionnelle au Creusot, deux instituteurs m'ont conduit à devenir premier du canton au certificat d'études puis m'ont envoyé en quatrième puis en lycée technique. Pendant ce lycée technique, mon idéal était mon premier instituteur mais, non français, je ne pouvais pas devenir instituteur. Donc je suis devenu éducateur spécialisée puis professeur en sciences de l'éducation à Lyon 2.*

*Former, éduquer ce n'est pas répéter des choses à l'examen. C'est aussi apprendre des savoir faire et des savoir être. L'enseignant doit avoir ces capacités de transmissions.*

Une donnée incontournable de l'enseignement : c'est d'abord par sa personne, sa manière d'être, son comportement, que l'enseignant a un impact sur les enseignés. Le principal moteur de l'enseignement et de l'apprentissage, c'est la relation humaine particulière que l'enseignant parvient à construire avec chaque élève et avec le groupe dans son ensemble pour mobiliser sa dynamique particulière. Quand j'ai commencé à enseigner, je pensais qu'il fallait préparer son cours puis l'exposer correctement, bref reproduire ce que j'avais connu à l'Université. J'ai compris au fil des ans que le travail enseignant c'est d'abord « didactiser » des savoirs à enseigner pour les transformer en un système précis et organisé de notions, concepts, exemples, erreurs types, séquences, obstacles transformés en objectifs, qui permettent de modifier en profondeur et d'enrichir les conceptions et représentations mobilisées par nos élèves. J'ai contribué en tant que formateur au développement de la didactique de ma discipline les sciences économiques et sociales.

Pour avoir un impact, il convient d'avoir un contact en profondeur avec les enseignés, de comprendre ce qui les motive, de renforcer leur envie d'apprendre et d'orienter l'enseignement en fonction de leur projection dans l'avenir. Cela implique une compréhension fine des processus psychosociologiques qui sont au cœur des dynamiques d'apprentissage. Ça implique une formation continue de l'enseignant au

moins au début de la carrière, voire un tutorat. Le tutorat été mis en place mais a perdu petit à petit sa substance.

Un médecin est en stage à l'hôpital dès la deuxième année et ne va plus le quitter pour devenir médecin en 10 ans. Rien d'équivalent dans l'enseignement.

Nous avons progressé dans le fait d'accueillir et de mobiliser des élèves en situation de handicap, dyslexiques...

*Un constat sur le débat budgétaire : le directeur de la Banque de France indique qu'on fait le choix des vieux au détriment des jeunes. Nos retraites coûtent bien plus cher qu'ailleurs, autant d'argent qui ne va pas à l'éducation. Les performances de la Finlande sont impressionnantes : qu'attend-on pour les copier ?*

La Finlande a une politique continue et une volonté trans-partisane depuis 1990. Elle a revalorisé le métier d'enseignant qu'elle paye le double de ce que nous faisons. Les enseignants sont responsabilisés à plusieurs niveaux. Ils prennent en charge collectivement les enfants qui leur sont confiés. En France c'est trop individualisé sur chaque enseignant. L'établissement a un rôle majeur, organisé sur une logique d'école fondamentale, de la maternelle à la fin du collège, évitant la rupture CM2 Sixième. De plus l'école est conçue comme un intégrateur territorial, fortement connecté sur la communauté locale et soutenu par la municipalité. Ils ont beaucoup moins de fuite vers le système privé. Je rappelle que la France est le seul pays à financer les trois quarts des dépenses du privé.

Je vous rappelle que la France devrait profiter de la baisse de pression démographique pour améliorer ses taux d'encadrement et faciliter le travail enseignant en maintenant un recrutement élevé.

*Quel est l'état réel de la violence dans les classes ? A-t-il vraiment augmenté ?*

La violence est d'abord dans la société, avant de pénétrer l'école. Les conditions dans lesquelles les professeurs exercent leur métier ne facilitent pas la régulation de la violence, avec un exercice trop individuel du métier, des professeurs contractuels sans formation, de passage dans l'établissement.

Ceci dit, la plupart des enseignants arrivent à maintenir la situation. La dégradation n'est pas si nette. Le passé a connu aussi des faits divers violents allant jusqu'à l'homicide. Je dois aussi signaler que la défaillance des niveaux intermédiaires (inspections académiques, rectorats) est avérée dans bien des cas (Samuel Paty, directrice d'école qui s'est suicidée suite à un harcèlement lié à son homosexualité, etc.).

\*\*\*

## Nos prochains événements

\*\*

Vendredi 27 février de 18 à 20 heures, Palais de la mutualité,

*Table ronde animée par le Pacte du Pouvoir de Vivre : audition des candidats aux élections métropolitaines*

Jeudi 12 mars Conférence à la MJC Vieux Lyon à 20 heures :

*Tous et toujours métis. Hier, aujourd'hui, demain, l'immigration, une réponse aux défis démographiques, économiques et sociaux par Dominique Bolliet*

Lundi 30 mars Forum en distanciel de 18h30 à 20 heures

*Analyse des résultats des élections municipales et métropolitaines animé par Bernard Lagache.*

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du trésorier du Club à l'adresse du trésorier du Club Pierre Vial : Maison des Solidarités 215 rue Vendôme 69003 Lyon

pour tout contact : [club.convaincre@gmail.com](mailto:club.convaincre@gmail.com)

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>